

**N° 4563<sup>1</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

1<sup>er</sup> Session extraordinaire 1999

---

**PROJET DE LOI**

**modifiant la loi du 10 mai 1995  
relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE**

**sur le projet de loi et le projet de règlement grand-ducal relatif  
aux mesures d'exécution de la législation sur l'expropriation pour cause  
d'utilité publique en matière d'infrastructure ferroviaire**

(12.7.1999)

Par sa lettre du 31 mars 1999, Madame la Ministre des Transports a bien voulu saisir la Chambre de Commerce pour avis du projet de loi et du projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

\*

**1) PROJET DE LOI**

**modifiant la loi du 10 mai 1995  
relative à l'infrastructure ferroviaire**

Le projet de loi sous avis prévoit l'insertion de l'autorisation du législateur requise en vertu de l'article 99 de la Constitution dans la loi du 10 mai 1995 précitée pour 14 projets d'investissement de grande envergure en matière d'infrastructure ferroviaire.

Il vise d'autre part à introduire les modalités de mise en oeuvre de la notion de l'utilité publique en relation avec les acquisitions immobilières requises pour l'infrastructure ferroviaire ainsi que l'adaptation des règles de fonctionnement du Fonds du Rail. L'objectif recherché en est un meilleur alignement des dispositions afférentes à la présentation des crédits de la loi budgétaire et de la création d'une plus grande transparence du décompte des opérations financières effectuées par le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire pour le compte de l'Etat.

Le projet de loi comporte quatre articles qui modifient les articles 10, 11, 16 et 20 de la loi du 10 mai 1995 précitée. Pour des explications détaillées en rapport avec les modifications proposées, la Chambre de Commerce renvoie au commentaire des articles exhaustif du projet de loi.

*Concernant l'article 1*

Pour ce qui est du premier objet du projet de loi, les auteurs proposent d'insérer l'autorisation spéciale du législateur pour les projets d'infrastructure, exigée en vertu de l'article 99 de la Constitution, dans la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, en l'occurrence à l'endroit de l'article 10 qui prévoit l'institution du Fonds du Rail. Il est ainsi prévu de faire appliquer les dispositions constitutionnelles (article 99 de la Constitution) et légales (loi du 31 août 1989 portant exécution de l'article 99, troisième et quatrième phrases, de la Constitution) aux investissements en matière d'infrastructure ferroviaire. A cet effet, il est proposé de compléter le paragraphe actuel et d'insérer les autres dispositions afférentes dans deux paragraphes nouveaux.

La Chambre de Commerce approuve ces modifications qui devraient contribuer à compléter et à rendre plus transparentes les dispositions concernant l'institution et les modalités de fonctionnement du Fonds du Rail.

### *Concernant l'article II*

Cet article vise à remplacer l'article 11 de la loi du 10 mai 1995. L'objectif recherché par cette modification est de porter directement en recette au Fonds du Rail les produits des recettes perçues par les CFL en leur qualité de gestionnaire, en vue d'éviter qu'il y ait compensation entre produits et charges dans les décomptes présentés par les CFL au titre de leur gestion du réseau ferré pour compte de l'Etat.

Le nouvel article vise ainsi à compléter le relevé des sources d'alimentation du Fonds du Rail par les revenus afférents, c'est-à-dire les redevances d'utilisation à percevoir sur les opérateurs empruntant le réseau, ainsi que les autres recettes, dont notamment les loyers provenant de la mise en bail de certaines dépendances du domaine relevant de l'infrastructure ferroviaire.

La Chambre de Commerce n'a pas d'observations à faire.

### *Concernant l'article III*

Cet article a pour objet de modifier et de compléter l'article 16 de la loi du 10 mai 1995 lequel reconnaît d'utilité publique les opérations immobilières réalisées dans le cadre de la mise en oeuvre du programme d'investissement ferroviaire. Les dispositions actuelles de l'article 16 prévoient que les opérations immobilières en cause sont reconnues d'utilité publique, sans que ne soient précisées ni les conditions à respecter pour établir l'utilité publique de l'acquisition des immeubles afférents, ni la forme sous laquelle une expropriation éventuelle peut avoir lieu.

Il est proposé de modifier l'article 16 dans le sens que les dispositions concernant les expropriations sont à approuver par règlement grand-ducal de même que les compétences ministérielles requises pour exécuter les dispositions légales concernées en relation avec la mise en oeuvre du programme des investissements importants concernant le réseau.

La Chambre de Commerce peut approuver ces modifications. Au premier alinéa de la proposition de texte concernant l'article 16, il y a lieu d'écrire: „Les opérations immobilières ... sont *reconnues* d'utilité publique.“

### *Concernant l'article IV*

Cet article propose de modifier l'article 20 de la loi du 10 mai 1995 dans le sens d'une renonciation à la compensation entre produits et charges concernant les activités de gestion de l'infrastructure ferroviaire. Par ailleurs, les auteurs ont ajouté dans l'article 20 une disposition prévoyant l'exigence d'une séparation comptable au niveau des trois activités principales des CFL en l'occurrence les investissements, la maintenance de l'infrastructure et la régulation du trafic.

La Chambre de Commerce est en mesure d'approuver les dispositions du projet de loi sous rubrique.

\*

## **2) PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL**

### **relatif aux mesures d'exécution de la législation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique en matière d'infrastructure ferroviaire**

L'objet du présent projet de règlement grand-ducal est de désigner le Ministre des Transports comme autorité chargée des mesures d'exécution de la législation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique lorsque les opérations immobilières afférentes concernent l'infrastructure ferroviaire.

La loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique désigne le Ministre des Travaux Publics comme autorité compétente pour l'exécution du programme des grands projets d'investissements en matière d'infrastructure ferroviaire. Selon l'exposé des motifs du présent projet de règlement grand-ducal, il convient dans le contexte sous examen d'attribuer cette mission au Ministre en charge des chemins de fer et ceci en vue de respecter la répartition des compétences au sein du Gouvernement.

Comme la Cour constitutionnelle du 6 mars 1998 a remis en cause la délégation par le législateur de compétences directement à un membre déterminé du Gouvernement, les autorités proposent dans le projet de loi commenté ci-avant de renvoyer à un règlement grand-ducal.

En effet, c'est l'article III du projet de loi, modifiant l'article 16 de la loi du 10 mai 1995, qui propose que les compétences ministérielles requises pour l'exécution des dispositions légales concernées en

relation avec la mise en oeuvre du programme des investissements importants concernant le réseau soient déterminées par règlement grand-ducal pour créer ainsi la base légale du présent projet de règlement grand-ducal.

La Chambre de Commerce n'a pas d'observations à formuler au sujet du projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

\*

Le Chambre de Commerce, après consultation de ses ressortissants, peut dès lors approuver le projet de loi et le projet de règlement grand-ducal sous rubrique.